



page 1

- 2022 : encore de la grêle et un mauvais rendement des capitaux
- Rabais sur les primes 2023
- Rétrospective sur les primes

page 2

- Indice d'assurance ajusté
- Actualité ECA

page 3

- Sapeurs-pompiers jurassiens
- Un conseil pour la prévention ?

page 4

- Installations de cheminées de salon et de poêles

2022 : encore de la grêle et un mauvais rendement des capitaux

Le coût des sinistres survenus en 2022 est parfaitement dans la moyenne des vingt dernières années. Par contre, leur nombre est en nette progression avec 1500 dossiers annoncés lors de l'exercice 2022. Ce sont les dommages causés par les éléments de la nature qui grèvent l'exercice pour un montant total de 3'900'000 francs, et tout particulièrement la grêle qui représente, à elle seule, une dépense supérieure à trois millions de francs. Autre cause de sinistre ayant régulièrement un impact sur les comptes, la tempête qui, en 2022, aura causé pour plus d'un demi-million de francs de dégâts. Bien que supérieurs à l'exercice précédent, les sinistres causés par le feu et la foudre représentent une dépense de 2,5 millions de francs pour 195 dossiers, très nettement au-dessous de la moyenne annuelle qui se situe à 3'800'000 francs.

La plus mauvaise nouvelle, et personne ne s'en étonnera, provient du rendement des capitaux, avec un résultat comparable à celui de 2008 ! Mais une telle correction est

à nuancer en comparaison avec les rendements très supérieurs à la moyenne lors des trois dernières années. Les temps sont durs, mais la politique prudente de l'établissement permet de digérer cette contre-performance sans incidence pour le portemonnaie des propriétaires. L'année 2023 devrait permettre de corriger le tir et de dégager des résultats plus conformes à la moyenne, même si la tendance perçue en ce début d'année nous incite à la plus grande prudence.

En fonction de l'augmentation des prix de la construction, la somme assurée de tous les bâtiments a été augmentée de 7.4 %. Ne soyez donc pas surpris que les primes d'assurance soient majorées dans la même proportion. Davantage de détails figurent sous la rubrique « Indice d'assurance ajusté ».

L'effectif des sapeurs-pompiers volontaires dans certains SIS diminue drastiquement : tel a été le constat réalisé dans l'ensemble des cantons romands. Dans le Jura, les sapeurs-pompiers, tous miliciens, effectuent pourtant

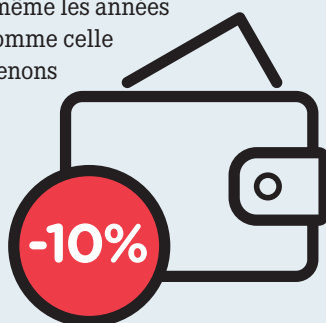
en moyenne 400 interventions annuelles. Les instances cantonales romandes ont alors instauré le label « Employeur partenaire » visant à valoriser les entreprises prêtes à engager des sapeurs-pompiers volontaires parmi leurs effectifs. Au cours de l'année 2023, l'inspectorat cantonal des sapeurs-pompiers mettra tout en œuvre pour encourager des employeurs jurassiens à signer cette charte. Nous imaginons que cet exercice devrait être couronné de succès, l'engagement de sapeurs-pompiers volontaires assurant une intervention de spécialistes lors d'éventuels début d'incendie sur le lieu de travail des sapeurs-pompiers. Par avance, je remercie les entreprises jurassiennes prêtes à s'investir en faveur des sapeurs-pompiers jurassiens en engageant de nouveaux collaborateurs déjà membres d'un SIS ou d'un centre de renfort.

François-Xavier Boillat
Directeur

Rabais sur les primes 2023

Malgré le mauvais résultat enregistré lors de l'exercice 2022, le Conseil d'administration de l'ECA Jura a, dans sa séance du 2 décembre 2022, décidé d'octroyer un rabais de 10 % sur les primes de base 2023. Ce n'est pas le résultat du compte de fonctionnement qui a permis d'opérer ce rabais en faveur de l'ensemble des propriétaires de bâtiments, mais bien l'existence d'une provision pour rabais sur primes constituée les années antérieures. La gestion prudente du patrimoine permet ainsi

aux organes dirigeants de l'ECA Jura de faire bénéficier ses assurés de rabais, même les années difficiles comme celle que nous venons de vivre.



Rétrospective sur les primes

L'évolution du taux de prime moyen au cours des 40 dernières années est significative : elle va clairement dans le sens d'une diminution constante. Les propriétaires jurassiens ont ainsi une couverture d'assurance stable avec des taux de primes toujours plus bas. En moyenne et sur quarante ans, les taux de primes ont été réduits d'un tiers. Dans le détail, les primes moyennes de 1979 à 1990 se situaient à 0,99 %, de 1990 à 2000 à 0,88 %, de 2000 à 2010 à 0,72 % et de 2010 à 2020 à 0,66 %.

Indice d'assurance ajusté

L'indice d'assurance passe de 135 à 145 au 1^{er} janvier 2023. Les sommes assurées des bâtiments et les primes augmentent ainsi de 7,4 % par rapport à celles figurant sur les bordereaux de primes de l'année passée.

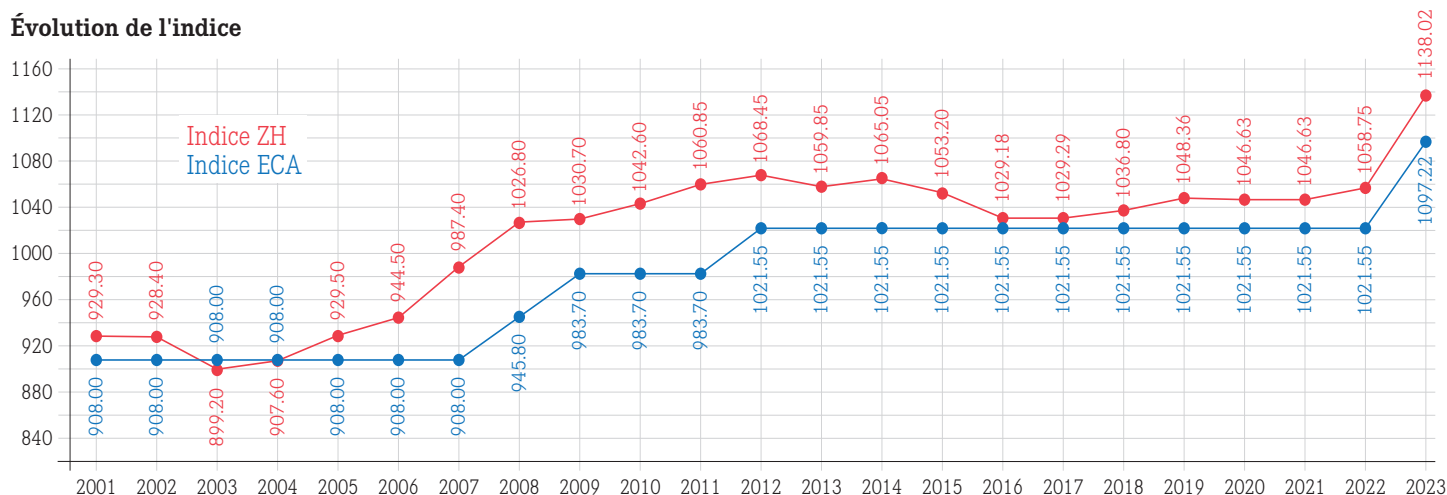
Du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2022, l'indice pratiqué par l'ECA n'a subi aucune augmentation. Il est resté fixé à 135 car les coûts de construction sont restés stables durant de très nombreuses années.

Les choses ont changé, particulièrement au cours des années 2021 et 2022, nécessitant une adaptation de l'indice d'assurance afin d'éviter une sous-assurance lors de sinistres totaux. Le Conseil d'administration de l'ECA JURA a ainsi décidé d'augmenter l'indice du coût de la construction conformément aux dispositions légales en vigueur. Le graphique est éloquent : si l'indice n'avait pas été adapté, les bâtiments auraient été sous-assurés dans une large proportion.

Cette augmentation de la couverture d'assurance de 7,4 % implique donc une augmentation du montant de la prime d'assurance dans la même proportion.

Les taux de primes n'ont pas changé, le rabais de prime est identique à celui pratiqué en 2022, mais l'amélioration de la couverture d'assurance provoquée par une augmentation de l'indice justifie une différence entre les primes facturées en 2022 et celles de 2023.

Évolution de l'indice



Actualité ECA

Pour remplacer M. Jean Kittel, M. **Arnaud Brahier** a débuté ses activités le 1^{er} mai 2022. Technicien du bois et au bénéfice du brevet fédéral de spécialiste en protection incendie, M. Brahier fait désormais partie du pool d'experts préventionnistes. Afin

de compléter le secrétariat des estimations - sinistres, M^{me} **Nadège Marchand** a débuté ses activités le 1^{er} août 2022. Quant à M. **Laurent Gogniat**, il a été engagé en qualité d'expert pour installations techniques, tandis que M. **Jordan Marchand** officie

désormais comme estimateur d'arrondissement dans la vallée de Delémont, en remplacement de M. Joël Juillerat, démissionnaire. Nous souhaitons à ces quatre nouveaux collaborateurs beaucoup de satisfactions dans leurs nouvelles fonctions.



Arnaud Brahier



Nadège Marchand



Laurent Gogniat



Jordan Marchand

M^{me} **Nadia Guichard**, secrétaire comptable, a fêté ses 20 ans d'activités à l'ECA Jura. Quant à M. **Nicolas Greppin**, il exerce sa fonction d'expert sinistres depuis déjà 10 ans. Nous les remercions vivement pour leur fidélité et la qualité de leurs prestations en espérant pouvoir compter sur leurs compétences durant de nombreuses années.

MM. **Loïc Siegenthaler** et **Romain Tatti**, tous deux rattachés au Centre de renfort de Delémont, ont brillamment terminé leur formation d'instructeur SP et seront en mesure de fonctionner en qualité d'instructeur lors des cours de formation cantonaux dès le printemps 2023. Nous les félicitons pour leur engagement chez les sapeurs-pompiers jurassiens et leur souhaitons beaucoup de plaisir dans cette fonction exigeante d'instructeur.



Nadia Guichard



Nicolas Greppin



Loïc Siegenthaler

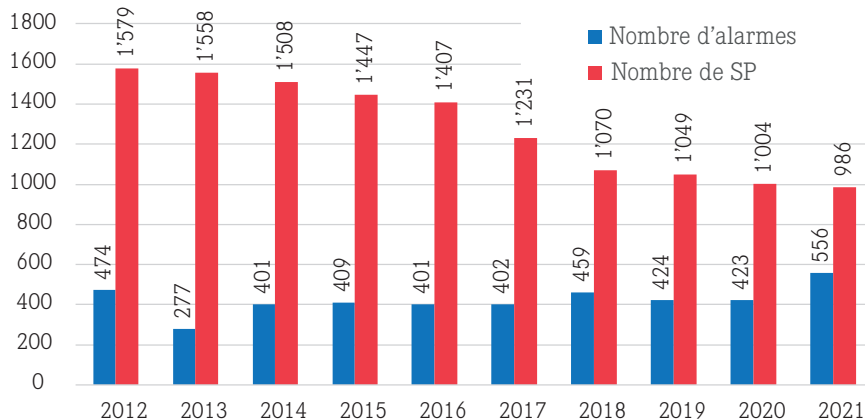


Romain Tatti

Sapeurs-pompiers jurassiens

La population jurassienne peut compter sur les sapeurs-pompiers tous les jours de l'année, 24 heures sur 24. Toujours plus efficaces grâce à du matériel et à des véhicules modernes, ils sont presque un millier à payer de leur personne et à se mettre à disposition de leurs concitoyens. Un effort a été mis sur la formation des sapeurs-pompiers depuis 2015. Cette dernière engendre des coûts supplémentaires – sauf en 2020 à cause de l'annulation des cours liée au COVID – mais déploie des effets financiers bénéfiques lors d'interventions liées aux feux de bâtiments. L'occasion nous est donnée de rendre hommage à tous ces sapeurs-pompiers par le biais de notre plaquette «Eau & Feu». Toujours prêts à intervenir, ils sont alarmés plusieurs centaines de fois par année pour protéger les personnes, les animaux et les bâtiments. Le graphique ci-dessus met en lumière la stabilité du nombre d'interventions, même

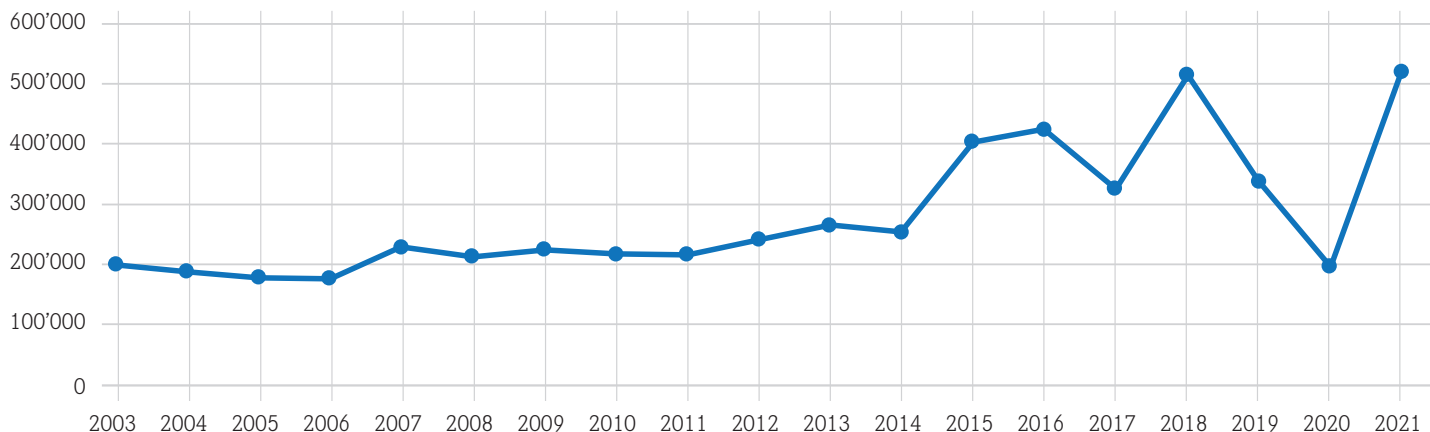
Évolution du nombre de sapeurs-pompiers et d'alarmes



si on constate une recrudescence d'alarmes en 2021 due aux inondations survenues en Ajoie et dans la vallée de Delémont. Quant à l'effectif des sapeurs-pompiers, il se stabilise après avoir enregistré une régression entre 2014 et 2018. En comparaison intercantono-

nale, l'effectif jurassien est toutefois élevé, mais compréhensible puisqu'à part les deux commandants des centres de renfort de Delémont et Porrentruy, le Jura ne compte pas de sapeurs-pompiers professionnels.

Coût de la formation des sapeurs-pompiers



Un conseil pour la prévention?

C'est simple! Il suffit d'aller sur le site du Centre d'information pour la prévention des incendies, plus connu sous le nom de CIPI.

Vous recherchez à identifier les risques relatifs aux pénuries d'électricité, à la foudre, aux grils ou aux bouteilles à gaz, aux réchauds à fondue ou aux travaux domestiques? Le CIPI vous orientera en

quelques mots sur les bons gestes à avoir. Il a compilé pour vous des conseils simples, mais efficaces, afin de vous aider à identifier les possibles dangers et à prévenir ainsi les accidents et les incendies. **Aidez-nous à prévenir les incendies et retrouvez les conseils de prévention du CIPI sur:** www.bfb-cipi.ch/fr/conseils.

CONSEILS DE PRÉVENTION INCENDIE

De nombreux incendies sont dus à notre négligence et à notre imprudence. En bref: ils auraient pu être évités. La prévention est donc d'autant plus importante. Les conseils de prévention des incendies suivants offrent des recommandations concrètes pour prévenir les incendies.

SAVOURER LA FONDUE

SAVOURER LA FONDUE SANS ACCIDENT

Installations de cheminées de salon et de poêles

Les risques de pénurie énergétique qui sont à craindre incitent de nombreux propriétaires à installer un poêle, une cheminée de salon, ou à modifier une installation existante dans leur bâtiment. L'ECA Jura rappelle ci-dessous les démarches indispensables à entreprendre pour que ces installations soient considérées comme conformes aux prescriptions incendie.



1. Quelles sont les démarches administratives nécessaires afin de pouvoir autoriser de telles installations ?

- Les communes sont compétentes pour déterminer **si un permis de construire est nécessaire** en fonction des travaux projetés. Si un permis est requis, des conditions en matière de protection incendie sont établies dans le cadre de la procédure d'octroi du permis de construire.

- **Dans le cas où un permis de construire n'est pas obligatoire**, une demande d'autorisation doit être déposée directement auprès de l'ECA Jura, en complétant le formulaire 81B «Demande d'autorisation en cas de remplacement ou de modification d'installations thermiques non soumis à un permis de construire». Ce formulaire peut être téléchargé sur le site internet de l'ECA Jura (www.eca-jura.ch/formulaires).



2. Que faut-il respecter en matière de protection incendie ?

- Les cheminées de salon et les poêles, ainsi que leur conduit de fumée, doivent être montés conformément aux prescriptions établies par l'Association des établissements cantonaux d'assurance incendie (AEAI), en particulier à la **Directive de protection incendie «Installations thermiques»** (24-15) ainsi qu'à la **Note explicative de protection incendie «Cheminées de salon»** (103-15f). Ces documents sont disponibles sur le site internet de l'ECA Jura (www.eca-jura.ch/prestations/protection-incendie).

- Chaque appareil ou conduit de fumée dispose d'une déclaration de performance selon les normes européennes harmonisées (hEN), voire un renseignement technique établi par l'AEAI. Ces documents indiquent les conditions à remplir pour le respect des

dispositions légales en matière de protection incendie. Les instructions de pose des appareils peuvent également fournir des indications nécessaires. Ces documents, fournis dans une langue nationale ou en anglais, doivent être remis par l'installateur au propriétaire pour les contrôles des installations.

- L'article 16 de la Loi sur la protection contre les incendies et les dangers naturels du 21 novembre 2007 (RSJU 871.1) précise que **toute installation thermique soumise au ramonage obligatoire, nouvelle ou ayant été modifiée, ne peut être mise en service sans avoir été préalablement contrôlée par l'autorité compétente.**



3. Qui contrôle ces installations ?

- **Le maître ramoneur d'arrondissement doit être contacté pour procéder à la réception des installations.** Il est impératif qu'il soit averti au minimum 3 jours avant la fermeture des hottes et des gaines afin de procéder aux contrôles visuels nécessaires, notamment aux passages des parois, des planchers et des toitures.

- **Préalablement au contrôle par le maître ramoneur, l'entreprise ayant installé les appareils doit compléter et signer les procès-verbaux de contrôle** annexés aux conditions en matière de pro-

tection incendie transmises directement au propriétaire ou par l'intermédiaire du permis de construire.

- Les procès-verbaux complétés et signés par l'entreprise et le maître ramoneur, avec les déclarations de performance selon la norme européenne concernée (hEN) ou les renseignements techniques AEAI, doivent être retournés **par le propriétaire** à l'ECA Jura ou à l'inspecteur du feu communal (Delémont).



4. Que se passe-t-il si les autorisations nécessaires n'ont pas été délivrées ou si les procès-verbaux de contrôle ne sont pas retournés à l'ECA Jura ou à l'inspecteur communal du feu de Delémont ?

- En cas de sinistre dû à la non-conformité des installations ou à une mise en œuvre non-conforme aux prescriptions en matière de protection incendie, le propriétaire, respectivement son installateur, pourrait être tenu pour responsable. **Le propriétaire s'expose alors à un refus d'indemnisation.** En l'absence des documents requis, l'ECA Jura procédera à une interdiction formelle d'utilisation des poêles et des cheminées de salon tant que la conformité des installations n'aura pas pu être reconnue.

